

En Suède, l'école privée fait son entrée en Bourse

Antoine Jacob (à Stockholm), le 15/06/2016 - www.la-croix.com

Le premier groupe d'établissements scolaires privés du nord de l'Europe est coté à partir du 15 juin à la Bourse de Stockholm.

Le gouvernement suédois, faute de pouvoir s'opposer à ce choix, promet des mesures pour restreindre l'utilisation des bénéfices générés.

Ce mercredi 15 juin, Nasdaq Stockholm, la Bourse de la capitale suédoise, commencera à coter une entreprise dont le champ d'activité est rarement associé à l'univers de la finance : AcadeMedia, de loin la plus grande entreprise nordique dans le domaine éducatif.

De la maternelle au lycée, 62 000 enfants fréquentent ses 400 établissements, situés dans leur grande majorité en Suède. S'y ajoutent les cours pour adultes, suivis par environ 80 000 personnes.

Les enseignants opposés à l'introduction en Bourse

EQT, la société de capital-risque suédoise qui possède AcadeMedia, estime que le moment est venu de l'introduire en Bourse, tout en conservant la majorité de son capital. Le prix initial de mise en vente d'une action est de 4,30 €. Cela valorise le groupe éducatif à hauteur de 410 millions d'euros.

« *C'est une bonne chose* », réagit Andreas Hassel qui, après avoir été recteur d'un lycée d'AcadeMedia près de Stockholm, travaille désormais à la direction du groupe, où il s'occupe du développement de la qualité. « *L'entrée en Bourse va accroître la transparence et la prévisibilité dans notre entreprise.* »

Mis en avant par EQT, cet argument ne fait pas l'unanimité. Y compris parmi les enseignants d'AcadeMedia qui se sont prononcés publiquement et dont plusieurs redoutent plutôt les conséquences d'une introduction en Bourse. En poste dans un lycée de la capitale, Göran Drougge a confié à un journal suédois croire que « *la pression en vue de dégager des bénéfices va augmenter : ce sera le plus important pour les actionnaires* ».

L'opposition la plus franche, toutefois, est venue du gouvernement de coalition emmené par le Parti social-démocrate, et d'un parti situé à sa gauche. Lors d'un débat télévisé, le premier ministre Stefan Löfven a ainsi lancé que « *60 000 enfants et adolescents seront à vendre en Bourse !* ».

18 % des élèves inscrits dans les établissements privés

Faute de pouvoir contrecarrer les projets d'EQT, le gouvernement assure qu'il modifiera les règles du jeu en vigueur. En ligne de mire, la possibilité pour AcadeMedia de tirer des bénéfices de ses établissements pour arrondir ses profits ou pour se développer à l'étranger.

Cette mesure s'impose d'autant plus, selon le gouvernement, que les établissements privés, qui drainent 18 % des élèves en Suède, sont financés par les communes à la même hauteur que ceux du public. Avec l'argent du contribuable. Les parents ne déboursent rien ou presque, si ce n'est à travers leurs impôts.

« Je ne veux pas me prononcer sur le cas AcadeMedia. Mais nous croyons que l'argent des impôts destiné aux enfants scolarisés doit rester à l'intérieur des écoles, pour le bien des enfants », commente, pour *La Croix*, Annika Strandhäll, ministre sociale-démocrate suédoise des affaires sociales.

Une commission nommée par le gouvernement en 2015 rendra cet automne ses recommandations sur les moyens concrets d'agir. EQT assure ne pas être inquiet pour ses projets boursiers. Et mise sur le fait que le gouvernement, minoritaire au Parlement, aura du mal à faire adopter les changements qu'il prépare.

Antoine Jacob (à Stockholm)